

# **Awotele : se dégager des idées reçues sur les cinémas africains**

Entretien avec Claire Diao



**Depuis cinq ans, *Awotele* rend compte de l'actualité des cinémas africains en se calquant sur la périodicité de ses grands festivals. Trois numéros par an édités simultanément en numérique et en format papier. Un pari sur lequel revient Claire Diao, sa cofondatrice, membre du comité éditorial.**

***Le premier numéro d'Awotele est sorti sur support digital en février 2015. Dans quel contexte ?***

L'idée en est venue en février 2014, à l'occasion de CinéSud, un festival de courts métrages africains qui avait lieu en Charente-Maritime, où j'étais avec Michel Amarger. On venait d'apprendre qu'il n'y aurait pas d'atelier de production critique au prochain FESPACO, le Festival Panafricain du Cinéma et de la Télévision de Ouagadougou au Burkina Faso, qui est le grand rendez-vous pour les cinémas d'Afrique. Chaque année, la Fédération Africaine des Critiques de cinéma (FACC) avait pour habitude d'éditer un bulletin quotidien, pendant le Festival, qui était distribué aux spectateurs. Bulletin rédigé par des critiques membres de cette fédération et originaires de différents pays d'Afrique. Il faut savoir que la FACC, qui existe depuis 2004, rassemble plus de 300 membres issus des associations de 32 pays et était à l'époque divisée par ses luttes intestines.

C'est donc là qu'on s'est décidé à lancer une revue dans laquelle nous critiques, inviterions des collègues à écrire sur les cinémas africains. Avec l'idée de faire coller le premier numéro avec les dates du FESPACO, auquel participent beaucoup de cinéphiles, de professionnels et de gens intéressés par les cinémas d'Afrique, pour leur rappeler que les critiques existent. Beaucoup de critiques nous ont suivis et nous avons pu sortir une revue digitale et francophone, pour le Festival.

Comme elle a été beaucoup lue et qu'on avait de bons retours, on s'est dit qu'on pourrait prolonger l'aventure

lors du prochain grand rendez-vous des cinémas africains : le festival de Durban, en Afrique du Sud, en juillet. Et on a donc sorti un deuxième numéro, bilingue français-anglais cette fois, pour coller à la nature anglophone du Festival et élargir à des contributeurs (et lecteurs) anglophones. Nouveau succès. Et comme on y prenait goût, on a repris le calendrier pour cibler le troisième grand festival panafricain : les Journées Cinématographiques de Carthage (les JCC), qui se tiennent en novembre en Tunisie. Ce qui nous a permis d'éditer un troisième numéro en s'adressant cette fois aussi au public arabophone, même si c'était trop compliqué d'ajouter une troisième langue (avec un autre sens de lecture) dans la rédaction des textes. C'est en tout cas la succession de ces festivals qui a décidé de notre périodicité de trois numéros par an. Et comme le FESPACO n'a lieu qu'une année sur deux, pour organiser entre chaque édition, les Journées Cinématographiques de la Femme Africaine (JCFA), on suit cette programmation pour consacrer tous les deux ans un numéro spécial consacrées aux femmes.

***Comment êtes-vous passé d'une revue totalement digitale à une revue disponible à la fois en numérique et en format papier ?***

À partir du numéro 4, on a fait un *crowdfunding* afin de réunir des fonds destinés à envoyer quelqu'un de l'équipe en Afrique du Sud qui ferait un peu de promotion au festival (sur le numéro 2, on n'avait personne pour nous

représenter à Durban). On a ainsi pu réunir 3500 euros. De quoi payer des traducteurs, une maquette, imprimer des cartes postales et envoyer une collaboratrice, Djia Mambu, faire la VRP. De là, on s'est dit qu'il y avait certainement des gens prêts à s'abonner et on a décidé de tirer le numéro 5 sur papier. Pour autant, nous n'avons pas abandonné l'édition numérique, qui reste moins chère pour nos lecteurs et aussi plus sûre. Car il faut bien dire que l'acheminement postal en Afrique reste problématique. Il nous est arrivé d'envoyer un numéro et que, six mois plus tard, le destinataire n'ait toujours pas reçu son exemplaire...

***Vous n'êtes pas distribué en kiosque. Où peut-on trouver votre revue papier ?***

Au début, il y avait une liste très réduite de six librairies dans le monde. Mais c'était au début, quand je faisais la VRP et que j'allais taper à toutes les portes. Au bout d'un moment, j'ai arrêté et on a perdu des librairies. Mais, à Paris, on garde toujours la Librairie du Panthéon. C'est une des rares à nous avoir contactés. Beaucoup de librairies sont frileuses, carrément pas intéressées ou alors elles nous cachent au fond des rayons. En revanche, en Tunisie, il y a une librairie installée pile sur l'avenue Bourghuiba où se tiennent les JCC, et on y vend très bien notre revue. Mais uniquement le numéro concernant ce Festival, la clientèle est moins intéressée par les cinémas francophones et anglophones. Nos abonnés sont plus ouverts. On en compte entre 50 et

100, répartis un peu partout dans le monde, avec en plus des acheteurs occasionnels qui passent sur le site pour commander d'un coup toute une série d'anciens numéros.

La vente des premiers numéros papiers dans les festivals était carrément rocambolesque. C'est moi qui faisais tout, y compris apporter les exemplaires dans mes valises, trouver des vendeurs et des tables, gérer le change monétaire, l'affichage, les tee-shirts.... Ça a pris du temps, mais nous avons réussi à établir des partenariats avec les festivals et nous collaborons désormais avec leurs équipes de communication.

***Vous êtes trois dans le comité éditorial, avec Michel Amarger de RFI et Aderinsola Ajao, qui est basée au Nigeria et anglophone. Comment décidez-vous des sommaires, sachant que vous avez pour ambition de couvrir toute l'Afrique et sa diaspora, que vous n'êtes pas tenus par l'actualité des sorties en salles mais en revanche limités par votre pagination ?***

On doit s'en tenir à huit articles par numéro car on est entièrement bilingue et on ne dispose que de 48 pages. Concrètement, le comité éditorial se réunit par Skype pour décider du sommaire. Le point de départ est le festival lié à notre parution. C'est lui qui va décider de la langue du ou de la cinéaste interviewée au centre du numéro (le *close up*). Il y a ensuite le flash-back : la critique d'un film repéré en festivals depuis la parution du

précédent numéro. Pour le reste, on lance un appel à contributeurs sur deux focus, l'un cinéma, l'autre plus axé sur la télévision, en invitant chacun à parler de là où il est, du cinéma de son pays.

### ***Vous travaillez avec combien de rédacteurs ?***

Il y en a une trentaine qui ont déjà écrit plus ou moins régulièrement pour nous. On essaie de donner la parole à la jeune critique, qui n'était pas spécialement mise en avant par la Fédération. On surveille donc les nouvelles adhésions, mais surtout on se croise en festivals, on sait qui est là, qui couvre quoi, et on essaye d'avoir une vision un peu globale.

Dans nos commandes d'articles, on évite de revenir sur les sujets déjà traités. En si peu de places, on ne peut pas être exhaustif, mais on liste, en fin d'article, tous les films et textes cités, afin de permettre au lecteur d'aller plus loin s'il le souhaite.

Au début, nos contributeurs étaient bénévoles. Mais désormais nous les rétribuons.

### ***Mais comment est-ce possible avec une centaine d'abonnés et des ventes au numéro. Vous avez des subventions ?***

Aucune. Nos recettes proviennent exclusivement des abonnements, des ventes au numéro et des encarts publicitaires. Avec la difficulté sur ce réseau des cinémas

africains que les trois-quarts de nos interlocuteurs nous expliquent qu'ils n'ont pas de budget de communication. Tout le monde veut de la publicité, mais des échanges gratuits, sans mettre de sous. Ce que précisément, nous, nous recherchons.

*Awotele* papier est né du *crowfounding* dont je vous ai parlé, puis de *love money* qui m'a permis de créer ma propre entreprise, dans laquelle j'ai immédiatement placée la revue. Le *business coach* qui m'accompagnait me répétait que j'allais planter ma société avec ce journal pas rentable. Mais il y avait la passion qui m'incitait à continuer et on a tenu. C'est super dur d'accoucher de chaque numéro, mais c'est chaque fois une victoire dont nous sommes fiers.

### ***Votre entreprise, c'est Sudu Connexion ?***

Oui, j'ai monté cette boîte de distribution de films d'Afrique et de sa diaspora, fin 2016. Ce qui a coïncidé avec le passage de la revue en format papier. Je me suis retrouvé à l'époque avec une revue que j'imprimais, que je vendais et presque 800 euros de revenus qu'il me fallait bien placer sur un compte. C'est ainsi que j'ai convaincu mon banquier et que tout a démarré. Mais il me restait encore beaucoup à faire et à apprendre. Avoir une adresse internet dédiée à la revue ne suffisait pas. Il fallait aussi un site pour la vendre. Et afin que les gens puissent payer, un logiciel sécurisé pour les cartes bancaires. Puis intégrer le dispositif PayPal. Le tout relié

au compte bancaire de ma boîte pour payer les prestataires : rédacteurs, traducteurs, maquettistes et un gros travail sur l'iconographie. Car, comme vous vous en doutez, les archives des cinémas africains ont été peu numérisées. Le plus souvent, on doit directement contacter les producteurs des films pour obtenir des visuels.

***Vous publiez peu de photos d'ambiance des festivals, plutôt des photos des œuvres ou de leurs auteurs...***

Ce sera sans doute différent dans notre prochain numéro, le 17, qui sera plus historique sur les JCC de Carthage (en lien avec leur édition qui, à cause de la Covid, sera très commémorative). Sinon, on tient à faire connaître les œuvres et à mettre des visages sur les noms. Y compris en face de la signature des auteurs des textes, pour les faire mieux exister. Je me suis rendu compte en étant basée en Europe que, la plupart des fois, quand vous entrez un titre de film africain dans un moteur de recherche, vous allez trouver des critiques européennes sur ce film. Pour lire des critiques africains, il va falloir creuser. Tous nos contributeurs sont Africains, sauf Michel Amarger qui est depuis toujours un grand spécialiste du cinéma africain. Avec Olivier Barlet, un autre spécialiste français, il avait créé en 2004 l'association *Afrimages*, pour assurer la promotion des cinémas africains. Et avant, il avait été correspondant en France de la revue *Écrans d'Afrique* qui a existé entre 1992 et 1998. Michel nous est vraiment précieux. Il fait le

pont entre l'ancienne et la nouvelle génération. C'est la mémoire de notre équipe. Quand on fait nos réunions éditoriales et qu'on veut lancer un sujet, il peut nous renseigner sur ce qui a déjà été publié et quelle personne incontournable on doit rencontrer.

***N'y a-t-il pas une tentation de faire, dans la revue, la promotion de films que votre société distribue ?***

Je veille à distinguer les deux pour rester libre et indépendante. On peut avoir des encarts publicitaires provenant de Sudu Connexion, mais pas de rédactionnel. Et si cela arrive (comme pour *Le Loup d'orde Balolé* de Chloé Aïcha Boro, Etalon d'or documentaire du FESPACO 2019, dont Michel Amarger a rédigé une critique dans un numéro), c'est uniquement sur proposition des contributeurs, jamais sur demande du comité éditorial ou de ma société.

***Vous arrive-t-il d'avoir des problèmes politiques avec les états qui ne sont pas démocratiques ?***

Non, les problématiques politiques en Afrique sont plus liées aux réseaux sociaux ou au contenu des films qu'à des publications. Déjà la critique de cinéma, ils ne savent pas ce que c'est et notre revue passe inaperçue. Par exemple, on n'a rencontré aucun problème quand on a fait la couverture sur *Rafiki*, film qui, lui, a eu des soucis avec la censure de son pays (le Kenya), à cause de son sujet (l'homosexualité).

## ***En quoi avez-vous été impactés par la Covid ?***

Côté rédaction, on est depuis le début en télétravail. Mais on a eu des retards de livraison. D'autant que la revue est imprimée en Italie. Et puis évidemment, cela s'est ressenti du côté des annonceurs. Comme il y a beaucoup moins de festivals qui se tiennent, ils mettent moins d'argent. On a d'ailleurs dû décaler la parution du numéro 16 pour coller avec le changement de date du festival de Durban. On devait sortir en juillet et non finalement en septembre. Et puisque les JCC de Carthage vont être décalées en décembre, notre numéro 17 le sera aussi.

## ***Est-ce qu'avec le succès vous envisagez d'augmenter la pagination ou d'ajouter un quatrième numéro annuel ?***

Niveau pagination, on est lié par les coûts d'impression et les frais d'envoi. D'autant que c'est du beau papier, assez lourd, même si on a réussi à l'affiner un peu sur le dernier numéro. À la poste, on n'a pas encore trouvé le guichet pour obtenir des réductions sur nos envois. Notre tirage est insuffisant pour pouvoir bénéficier de la baisse de TVA réservée à la presse française.

Sur la périodicité, trois numéros par an, c'est déjà lourd. À peine, on a fini qu'il faut déjà relancer la machine. Là, j'ai l'impression qu'on a trouvé notre rythme de croisière. Particulièrement sur le dernier numéro, où j'ai découvert que je pouvais un peu lever le pied et que ça tournait

sans moi. On a désormais une coordinatrice, Domoina Ratsara, basée à Madagascar, qui a fondé là-bas l'association des critiques de cinéma. Ça fait plusieurs numéros qu'elle coordonne (elle lance l'appel à articles, elle renvoie les articles aux traducteurs, les récupère corrigés pour les envoyer à la graphiste). Elle est comme une secrétaire de rédaction.

Si on existe c'est pour essayer de décroiser et sortir des idées reçues. On a toujours l'impression que les cinémas d'Afrique, c'est une niche, que c'est lointain, pas moderne. Alors que non, c'est un continent foisonnant. Sa critique n'est pas encore assez connue, ni valorisée. Certains sont membres de la FIPRESCI, mais pas tous. On a monté des partenariats avec des sites internet qui traduisent certains de nos articles, comme le site espagnol Wiriko, dédié aux cultures africaines. On a voulu faire aussi cela côté francophone, arabophone, lusophone également. Mais c'est beaucoup d'énergie et je ne peux pas m'y consacrer à plein temps. Même si je fais en sorte que les gens soient rémunérés, la revue n'a pas encore trouvé son équilibre financier.



Propos recueillis par  
Philippe Rouyer